

CONSTRUCTION DE LOGEMENTS

Les entreprises publiques boostées

Une enveloppe de 50 milliards de dinars est allouée aux entreprises publiques du secteur de l'habitat et de l'urbanisme, avec un plan de charges de gré à gré, pour la construction de 31 000 logements. Les entreprises étrangères ont transféré moins de un milliard de dollars environ durant le précédent programme quinquennal.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Jeudi dernier, le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme a réuni les managers des quatre groupes publics et 22 entreprises publiques, relevant après restructuration du portefeuille de la SGP Indjab et de la tutelle de son département. A cette occasion, Nouredine Moussa a rappelé que l'Algérie consacrerait jusqu'à 4 500 milliards de dinars, soit 60 milliards de dollars, pour la réalisation de 2,45 millions de logements à l'horizon 2014. Outre la disponibilité de l'«argent» par «volonté politique», Nouredine Moussa a indiqué que les contraintes du foncier, des matériaux et matériels ne relèvent plus de l'insurmontable et que l'administration sectorielle est tenue d'être «au service» des entreprises du secteur.

Toutes les conditions sont réunies, «la demande n'a pas de limites» et «il y a la visibilité sur 2014» selon le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme pour

que les entreprises notamment publiques s'impliquent. «Le marché est là», dira-t-il, même si le manque d'entreprises pose problème dans le sud du pays.

A charge cependant que les sociétés publiques améliorent leurs modes de gestion, organisation et management des projets, rajeunissent leur encadrement et valorisent leurs travailleurs, et soient davantage performantes, mais aussi offensives.

Pour autant, l'Etat a décidé de soutenir ces entreprises en leur allouant une enveloppe de 50 milliards de dinars de crédits, à des conditions avantageuses, et pour un plan de charges de gré à gré de 31 000 logements.

Selon Nouredine Moussa et le président du directoire de la SGP/Indjab, Fassouli Hafid, ces entreprises bénéficient de 25 milliards de dinars pour leur modernisation et plans d'investissements, quatre milliards de dinars pour leurs fonds de roulement et 21 milliards de dinars



Les entreprises sont appelées à se développer.

pour leur assainissement financier. Une manière de booster ces entreprises publiques même si leur part de marché reste faible. A ce propos, Nouredine Moussa relève que sur les 34 000 entreprises de réalisation, les entreprises publiques ne représentent actuellement que 3 à 4% du nombre, «très peu» même si l'objectif reste, selon lui, de porter cette part à 10%. Voire, les

entreprises publiques n'ont réalisé que 4% du programme quinquennal précédent. Néanmoins, les entreprises privées qui accaparent plus de 90% de parts de marché sont également soutenues par l'Etat.

Toutefois, le ministre de l'Habitat a tenu à préciser que les entreprises étrangères notamment chinoises et turques, certes compétitives et engagées dans les grands projets,

n'ont réalisé cependant que 61 000 logements.

Nouredine Moussa s'est voulu également rassurant sur la sécurité de l'argent public.

Selon le ministre de l'Habitat, ces entreprises étrangères, contraintes par une limite de 30%, ont seulement transféré moins de 1 milliard de dollars environ durant le précédent quinquennat.

C. B.

RENCONTRES RÉGIONALES DE CONCERTATION À CHLEF

La société civile boude les assises du Cnes

Composée de membres du Conseil national économique et social (Cnes), de fonctionnaires de différents secteurs, d'universitaires et de représentants du mouvement associatif national, une délégation du Cnes sillonne le territoire national depuis le 5 septembre dernier.

L'objectif, recueillir les propositions, les préoccupations ainsi que les attentes des responsables locaux, des élus et des militants du mouvement associatif afin de réfléchir à une plateforme nationale de réformes.

Trois rencontres de concertation sur le développement local ont regroupé mardi et mercredi derniers à Chlef, une délégation du Cnes et des représentants de l'exécutif, de la société civile et les élus de trois wilayas du pays, à savoir Chlef, Aïn Defla et Tipasa.

Une première rencontre a été réservée dans la matinée de mardi aux représentants exécutifs des trois wilayas, à savoir les walis et les chefs de daïra. Lors de son intervention, le wali de Chlef, Mahmoud Djamaa, n'a pas manqué de dénombrer les nombreux édifices et projets dont la wilaya a bénéficié dans le cadre des deux derniers programmes quinquennaux. Il a toutefois évoqué les obstacles qui font que le développement local ralentit d'année en année. Selon lui, il est question de la rareté des assiettes foncières destinées à l'édification de nouveaux projets.

Les enveloppes financières concédées aux APC pour les plans communaux de développement (PCD) font défaut.

Le wali d'Aïn Defla a soulevé, de son côté, le manque flagrant de main-



Mohamed-Seghir Babès satisfait de ce genre de réunion.

d'œuvre qualifiée dans les domaines de l'agriculture et du bâtiment. De même, il a plaidé pour la révision partielle du code des marchés publics ainsi que pour l'élargissement des prérogatives du wali, notamment en matière de gestion des grands projets.

Quant au wali de Tipasa, il a attiré l'attention de la délégation sur l'absence de collaboration entre les différentes directions exécutives, ce qui empêche voire paralyse l'avancement des projets. La flexibilité et la rigidité dans l'élaboration des cahiers des charges ainsi que la

souplesse dans la gestion et l'accompagnement des projets en sont deux autres points principaux.

Deux autres concertations ont eu lieu dans l'après-midi de mardi et dans la journée de mercredi, la première concernait les élus des wilayas en question où nous avons assisté à un grand nombre d'interventions et de propositions devant ladite délégation du Cnes.

Les problèmes relatifs aux secteurs de l'éducation, de la santé et de la construction se sont taillés la part du lion dans la majorité des interventions.

Contrairement aux deux concertations précédentes, celle de la société civile n'a pu attirer que quelques associations et représentants de la société civile.

L'affluence était moins nombreuse en raison du boycott des associations, des coordinations et des organisations de la société civile des trois wilayas, en dépit des banderoles et des affiches publicitaires déployées partout dans la ville de Chlef.

Ces associations ne croient plus aux réformes profondes, et cela s'explique par le fait que l'Etat ne fournit aucun effort pour mettre fin à la souffrance des 41 000 familles vivant dans 18 000 chalets depuis 31 ans.

D'ailleurs, même le président de la coordination des cités en préfabriqué, Mohamed Yacoubi, n'a pas répondu à l'invitation qui lui a été adressée. «Il vaut mieux des solutions concrètes que des projets en chiffres, 31 ans dans des baraques, peu de programmes de logements, aucun plan de développement urbain... cela suffit», tempête un universitaire qui était de passage.

A l'issue de cette rencontre, le président du Cnes, Mohamed Seghir Babès, avait rassuré, devant ces trois parties, quant à l'utilité de ce genre de réunions pour le développement local.

En outre, il a exprimé sa satisfaction quant à la réussite de ces trois concertations et a promis que toutes les propositions issues de ces rencontres régionales seront transmises au président de la République.

Le but est d'engager de sérieuses réformes sur le plan du développement local dans tous les secteurs.

Zakarya Mahfoud